"Un Polonais devant l'histoire" dans L'Humanité (22 avril 1992)

Légende: Le 22 avril 1992, le quotidien français L'Humanité consacre une rétrospective à l'action politique du général Wojciech Jaruzelski, Premier ministre de 1981 à 1985, puis chef d'État de la Pologne de 1989 à 1990. Le journal loue notamment sa gestion de la crise de 1981, évitant une intervention soviétique, ainsi que sa contribution à la transition pacifique du régime vers la démocratie.

Source: L'Humanité. 22.04.1992. Paris. http://www.humanite.fr/1992-04-22_Articles_-UN-POLONAIS-DEVANT-L-HISTOIRE. "Un polonais devant l'histoire".

Copyright: (c) L'Humanité

URL:

 $http://www.cvce.eu/obj/un_polonais_devant_l_histoire_dans_l_humanite_22_avril_1992-fr-71211751-8a3f-45ac-afaf-cacb4ceda78f.html$

Date de dernière mise à jour: 14/10/2015



Un Polonais devant l'histoire

Rien, sinon la guerre, ne prédisposait le jeune Wojciech, issu de la noblesse terrienne à devenir un dirigeant communiste. Après avoir participé au côté de l'armée rouge à la libération de la Pologne en 1945, il évita, en décembre 1981, que la crise politique et sociale ne débouche sur une intervention militaire soviétique.

«Au crépuscule de ma vie, je ne puis dire que je me suis trouvé du mauvais côté du fleuve. Au terme de cette longue route, j'ai perdu beaucoup de mes certitudes d'antan. Mais je crois pouvoir dire que, s'il m'est arrivé d'errer, je ne me suis jamais égaré». Ainsi le général Wojciech Jaruzelski conclut-il Les Chaînes et le Refuge, mémoires d'un homme au destin singulier pour un chef d'État d'un pays de l'Est. Ayant surgi sur le devant de la scène de l'histoire sous les pires auspices (la proclamation de l'état de guerre le 13 décembre 1981), le célèbre général aux lunettes noires a vu, assez vite, et en dépit du tumulte de la lutte politique des années quatre-vingt, l'histoire lui rendre, au moins partiellement, justice.

En prenant cette terrible initiative au plus dur moment de la crise, Jaruzelski a pu éviter le pire - l'intervention militaire soviétique - et s'il n'a pu empêcher à terme la chute du régime qu'il défendait, il a permis que celle-ci s'effectue pacifiquement. Le vieux soldat a, sur cet aspect des choses, le sentiment du devoir accompli, mais le communiste, qui adhéra au Parti après avoir pris part à la libération de son pays en 1945, note lucidement : «Si nous avons réussi à éviter le pire, je ne crois plus aujourd'hui que nous aurions pu sauver à jamais le régime, le système, le pouvoir, le socialisme…»

Rien ne prédisposait ce descendant d'une vieille famille aristocratique à devenir un cadre de l'armée populaire, un membre influent du Bureau politique, puis le premier secrétaire du Parti ouvrier unifié polonais. Rien, si ce ne fut la tourmente de la guerre, le martyre de la Pologne, terre de contrastes qu'exprime Jaruzelski parlant de sa propre destinée et de celle de Mgr Josef Glemp : «Le fils d'une pauvre famille ouvrière, ayant fréquenté un lycée nettement laïc et socialiste, membre d'une organisation de jeunesse de gauche, devint primat de Pologne. Pendant ce temps, le fils d'une famille noble, plutôt aisée, élevé dans un lycée dirigé par des prêtres, jadis enfant de choeur et membre d'une organisation catholique ultraconservatrice, devint, lui, premier secrétaire du Parti. »

Après avoir fui les Allemands, d'ouest en est, les Jaruzelski, sont arrêtés en Lituanie par le KGB, et déportés dans une ville de Sibérie. Le père, Wladyslaw, qui participa en 1920 à la guerre contre la Russie soviétique, ne survivra pas à l'exode. Le jeune Wojciech s'engage dans l'armée polonaise constituée en URSS à partir de 1943. Il rentrera à Varsovie en soldat victorieux avant de terminer la guerre sur l'Elbe, point de jonction avec les troupes américaines. Il retrouve son pays en ruine, son peuple en état de choc. « Il ne faut pas oublier que la Pologne était détruite à 38%. Que, proportionnellement, les pertes que nous avons subies étaient 47 fois supérieures à celles de la Grande-Bretagne et 23 fois plus importantes que celles de la France. »

L'épreuve de la guerre a révélé le soldat qu'il ne cessera plus d'être, a contribué à marquer son attitude visà-vis des Soviétiques. «Quels que soient les événements que nous vivons depuis 1989, rien n'effacera le fait que six cent mille soldats soviétiques ont péri sur le sol polonais.» Au lendemain de la guerre, en 1947, celui qui deviendra plus tard à trente-trois ans le plus jeune général polonais adhère au Parti. «Une sorte de nouvelle naissance», note-t-il. Commence alors une longue période où l'enthousiasme de l'immédiat aprèsguerre est malmené par le stalinisme importé à Varsovie. «J'ignore si, ayant attendu quelques années, étant confronté aux conditions que nous avons vécues dans les années cinquante, j'aurais pris cette décision. Mais à l'époque, découvrant la politique dans un tel cadre, dans une telle liberté de pensée et de discussion, je ne pouvais faire d'autre choix.»

Ce choix, jusqu'au bout, Jaruzelski l'assuma avec discipline et sens de la responsabilité qui le porta souvent au centre lorsque tendances conservatrices et volonté de réformes s'affrontaient au sein de la direction. «Je suis parfaitement conscient, confesse-t-il, d'avoir été alors (entre 1956 et 1970) plus proche des dogmatiques que des libéraux.» Mais il précise : «J'étais un dogmatique, non dans le sens péjoratif que l'on donne aujourd'hui à ce mot. Pour moi, le dogmatisme était synonyme de farouche conviction. Les vieux



communistes étaient des dogmatiques. Mais nous aussi les néo-communistes, profondément croyants, profondément engagés. Il coulait de source qu'il nous fallait défendre notre Église et ses dogmes... » « Plus tard, les carriéristes ont afflué. Tous ceux qui avaient compris que le Parti pouvait leur faciliter la vie, leur permettre de grimper dans l'échelle sociale. Ce fut indéniablement l'une de nos erreurs fondamentales et l'une des raisons de notre défaite. »

Mais la sincérité profonde d'un homme ayant longtemps conservé un complexe du fait de son origine sociale ne lui suffit pas pour comprendre à temps les mouvements qui s'amorcent au sein de la société. Jaruzelski revendique honnêtement d'avoir partagé l'aveuglement de la direction du POUP dans les années soixante, lorsque par exemple Jacek Kuron et Karol Modzelewski furent exclus du Parti et condamnés à de lourdes peines de prison. Ils avaient écrit une «Lettre ouverte aux membres du Parti» dans laquelle ils accusaient la direction «d'exploiter la classe ouvrière». «Je vois dans notre comportement d'alors l'une des principales causes des événements qui marquèrent de façon aussi spectaculaire, à la fin des années quatre-vingt, l'effondrement de tout un monde.» Il évoque les années soixante, où un antisémitisme à peine dissimulé envenima les sphères gouvernementales et les médias. «Je considère cette période comme l'une des plus infamantes de notre histoire.»

En 1970, la terrible répression des manifestations de Gdansk, qui firent 36 morts et 100 blessés graves, entraîna la mise à l'écart de Gomulka, à laquelle Jaruzelski contribua avec toute l'autorité que lui conférait sa fonction de ministre de la Défense, et à l'accession d'Edward Gierek. 1970-1980, ce fut une pause... jusqu'à la crise suivante, Gierek s'efforçant de détendre les tensions en multipliant les crédits sur les marchés occidentaux, en important massivement des produits de consommation. «Gomulka avait laissé des dizaines de millions de dollars dans les caisses de l'État. A la fin des années soixante-dix, nos dettes dépassaient 20 milliards de dollars.»

Les grèves d'août 1980 cueillirent Jaruzelski, tout comme Gierek et la plupart des dirigeants polonais, en vacances. Une nouvelle fois, une mesure de *«libération des prix»* mettait le feu aux poudres dans les chantiers navals. Mais les grévistes ne se bornaient pas à des revendications matérielles, ils réclamaient le droit de grève, la liberté syndicale, la suppression de la censure, la libération des prisonniers politiques, etc. La jonction s'établit aussitôt entre les ouvriers et les intellectuels, comme Tadeusz Mazowiecki et Bronislaw Geremek, proches du nouveau pape Jean-Paul II, ex-évêque Karol Wojtila.

Analysant cette période avec le recul, le général Jaruzelski relève les illusions que le POUP entretint sur les objectifs de Solidarité. Plusieurs déclarations de Lech Walesa (*«Nous ne mettons pas en cause le socialisme»*; interview à *«Polytika»*), des appels à la modération de la part de l'Église permettaient de penser, à tort, que l'objectif de l'opposition n'était pas le renversement du système.

